

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Mercredi, 3 août 1898.

N^o 41.

Mittwoch 3. August 1898.

Arrête du 28 juillet 1898, portant nomination des membres de la commission centrale d'expertise du cadastre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la loi du 18 juin 1898, concernant la révision du classement et des évaluations cadastrales, notamment les art. 3 et 4 de cette loi ;

Revu son arrêté du 4 juillet 1898 et vu les procès-verbaux d'élection des délégués cantonaux et des délégués suppléants ;

Sur les propositions du directeur des contributions et du cadastre ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La commission centrale d'expertise du cadastre est composée de :

a) *comme membres de droit :*

MM. Henri Neuman, conseiller d'Etat, directeur des contributions et du cadastre ;

Jacques Forman, géomètre en chef du cadastre ;

Eugène Fischer, président de la commission d'agriculture, tous les trois à Luxembourg ;

Jean-Pierre Stumper, président de la commission de viticulture, à Grevenmacher ;

Jean-Pierre-Joseph Koltz, inspecteur des eaux et forêts ;

Jean Enzweiler, ingénieur agricole, tous les deux à Luxembourg ;

b) *comme délégués cantonaux :*

Pour le canton de Capellen, M. J.-P. Hemmer, receveur communal à Kehlen ;

Beschluß vom 28. Juli 1898, betreffend die Ernennung der Mitglieder der Centralabschätzungs-Commission des Katasters.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 18. Juni 1898, betreffend die Klasseneinteilungen und die Katasterabschätzungen, insbesondere der Art. 3 und 4 dieses Gesetzes ;

Nach Einsicht seines Beschlusses vom 4. Juli 1898 und der Wahlprotokolle der Cantonal- und der Erfas-Delegierten ;

Auf den Antrag des Directors der Steuern und des Katasters ;

Beschließt :

Art. 1. Die Centralabschätzungs-Commission ist zusammengesetzt, wie folgt :

a) Mitglieder von Rechtswegen :

die H. H. Heinrich Neuman, Staatsrath, Director der Steuern und des Katasters ;

Jacob Forman, Obergeometer des Katasters ;

Eugen Fischer, Präsident der Ackerbau-Commission, alle drei zu Luxemburg ;

Joh. Peter Stumper, Präsident der Weinbau-Commission zu Grevenmacher ;

Joh. Peter Joseph Koltz, Inspector der Gewässer und Forsten ;

Johann Enzweiler, Ackerbau-Ingenieur, beide zu Luxemburg ;

b) Cantonal-Delegierte :

Für den Canton Capellen, Hr. J. P. Hemmer, Gemeindecinnehmer zu Kehlen ;

Pour le canton d'Esch, M. Pierre <i>Kirsch</i> , bourgmestre à Wickrange ;	Für den Canton Esch, Hr. Peter <i>Kirsch</i> , Bürgermeister zu Wickringen ;
» de Luxembourg, M. P.-E. <i>Schoué</i> , bourgmestre à Eich ;	» » Luxemburg, Hr. P. E. <i>Schoué</i> , Bürgermeister zu Eich ;
» de Mersch, M. <i>Wilhelmy</i> , bourgmestre à Rollingen ;	» » Mersch, Hr. <i>Wilhelmy</i> , Bürgermeister zu Rollingen ;
» de Clervaux, M. <i>Thinnes</i> , propriétaire à Binsfeld ;	» » Clerf, Hr. <i>Thinnes</i> , Eigenthümer zu Binsfeld ;
» de Diekirch, M. <i>Salentiny</i> , bourgmestre à Ettelbruck ;	» » Diekirch, Hr. <i>Salentiny</i> , Bürgermeister zu Ettelbrück ;
» de Redange, M. Jean-Pierre <i>Arens</i> , secrétaire communal à Redange ;	» » Redingen, Hr. Joh. Peter <i>Arens</i> , Gemeindefecretär zu Redingen ;
» de Vianden, M. Nicolas-Victor <i>Hess</i> , propriétaire-tanneur à Vianden ;	» » Vianden, Hr. Nicolas Victor <i>Hess</i> , Eigenthümer und Gerber zu Vianden ;
» de Wiltz, M. Charles <i>Mathieu</i> , propriétaire à Wiltz ;	» » Wiltz, Hr. Karl <i>Mathieu</i> , Eigenthümer zu Wiltz ;
» d'Echternach, M. Henri <i>Even</i> , bourgmestre à Beaufort ;	» » Echternach, Hr. Heinrich <i>Even</i> , Bürgermeister zu Beafort ;
» de Grevenmacher, M. J.-B. <i>Didier</i> , bourgmestre à Rodenbourg ;	» » Grevenmacher, Hr. J. B. <i>Didier</i> , Bürgermeister zu Rodenburg ;
» de Remich, M. Aug. <i>Neyen</i> , propriétaire et vétérinaire à Remich ;	» » Remich, Hr. August <i>Neyen</i> , Eigenthümer und Thierarzt zu Remich.
c) <i>comme délégués suppléants :</i>	
Pour le canton de Capellen, M. Jacques <i>Schmitz</i> , bourgmestre à Garnich ;	Für den Canton Capellen, Hr. Jakob <i>Schmitz</i> , Bürgermeister zu Garnich ;
» d'Esch, M. Auguste <i>Collart</i> , bourgmestre à Bettembourg ;	» » Esch, Hr. August <i>Collart</i> , Bürgermeister zu Bettembourg ;
» de Luxembourg, M. Emile <i>Fischer</i> , bourgmestre à Sandweiler ;	» » Luxemburg, Hr. Emil <i>Fischer</i> , Bürgermeister zu Sandweiler ;
» de Mersch, M. <i>Leibfried</i> , bourgmestre à Schrondweiler ;	» » Mersch, Hr. <i>Leibfried</i> , Bürgermeister zu Schrondweiler ;
» de Clervaux, M. Nicolas <i>Cariers</i> , propriétaire à Fischbach ;	» » Clerf, Hr. Nicolas <i>Cariers</i> , Eigenthümer zu Fischbach ;
» de Diekirch, M. Prosper <i>Wolff</i> , propriétaire à Diekirch ;	» » Diekirch, Hr. Prosper <i>Wolff</i> , Eigenthümer zu Diekirch ;
» de Redange, M. Nicolas <i>Klein</i> , propriétaire et bourgmestre à Roodt ;	» » Redingen, Hr. Nicolas <i>Klein</i> , Eigenthümer und Bürgermeister zu Roodt ;
» de Vianden, M. Etienne <i>Zenners</i> , bourgmestre à Weiler ;	» » Vianden, Hr. Stephan <i>Zenners</i> , Bürgermeister zu Weiler ;
» de Wiltz, M. Jean-Nicolas <i>Wagner</i> , bourgmestre à Tarchamps ;	» » Wiltz, Hr. Joh. Nicolas <i>Wagner</i> , Bürgermeister zu Heispelt ;

Pour le canton d'Echternach, M. Pierre *Lehnerts*,
bourgmestre à Zittig ;
» de Grevenmacher, M. Jean *Molitor*,
bourgmestre à Oberdonven ;
» de Remich, M. Théodore *Flam-*
mang, propriétaire et curé à Bur-

Art. 2. La commission sera installée sur con-
vocation de M. le directeur des contributions.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mé-*
morial.

Luxembourg, le 28 juillet 1898.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 28 juillet 1898, concernant la révision
du classement et des évaluations cadastrales.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la loi du 18 juin 1898, concernant la révi-
sion du classement et des évaluations cadastrales ;

Considérant que pour assurer le succès des
opérations à entreprendre, il y a lieu pour le
moment de régler la marche des travaux dont
la commission centrale d'expertise se trouvera
spécialement chargée, sauf à déterminer en
temps et lieu la marche des opérations des
autres organes appelés à concourir aux travaux
de révision ;

Sur les propositions du directeur des con-
tributions et du cadastre ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La commission centrale d'expertise
siégera à Luxembourg.

Elle sera présidée par le directeur des con-
tributions et, en cas d'absence ou d'empêche-
ment de ce dernier, par l'inspecteur des contri-
butions.

Le géomètre en chef, et à son défaut un
membre à désigner par la commission, rempli-
ront les fonctions de secrétaire.

Für den Canton Echternach, Hr. Peter *Lehnerts*,
Bürgermeister zu Zittig ;
" " Grevenmacher, Hr. Joh. *Moli-*
tor, Bürgermeister zu Ober-
donven ;
" " Remich, Hr. Theodor *Flam-*
mang, Eigenthümer und Pfar-
rer zu Würmeringen.

Art. 2. Die Installation der Commission
geschieht auf Einberufung durch den Steuerdirector.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll in's
„Memorial“ eingetragen werden.

Luzemburg, den 28. Juli 1898.

Der General-Director der Finanzen,
W. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 28. Juli 1898, betreffend die Be-
richtigung der Klasseneinteilung und der
Katasterabschätzungen.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 18. Juni 1898,
betreffend die Berichtigung der Klasseneinteilungen
und der Katasterabschätzungen ;

In Anbetracht, daß das erfolgreiche Gelingen
der zu unternehmenden Berichtigungen zunächst
benötigt, den Gang der der Centralabschätzungs-
commission besonders zustehenden Arbeiten zu
bestimmen, vorbehaltlich einer spätern Regelung
der Operationen der übrigen zu den Berichtigungs-
arbeiten heranzuziehenden Organe ;

Auf den Antrag des Directors der Steuern
und des Katasters ;

Beschließt :

Art. 1. Die Centralabschätzungscommission hat
ihren Sitz zu Luxemburg.

Den Vorsitz derselben führt der Steuer-Director
und bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung
der Steuerinspector.

Als Schriftführer fungirt der Ober-Geometer
und in dessen Abwesenheit ein durch die Com-
mission zu bezeichnendes Mitglied.

Art. 2. La réunion de la commission centrale est convoquée par le directeur des contributions ; hors les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins cinq jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne pourra être mis en discussion.

Art. 3. La commission ne peut prendre de résolution, si la majorité de ses membres n'est pas présente.

Cependant si l'assemblée a été convoquée une fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la deuxième fois à l'ordre du jour.

La deuxième convocation fera mention que c'est pour la seconde fois que la convocation a lieu et rappellera textuellement les dispositions du présent article.

Art. 4. Si la majorité de la commission, non compris le directeur des contributions, désireait que la commission s'assemblât, le directeur des contributions, lorsqu'il aura connaissance de ce vœu, est tenu de faire sans retard cette convocation.

Art. 5. Le président fait l'ouverture et annonce la suspension et la clôture des séances.

Il accorde la parole suivant l'ordre des demandes ou inscriptions.

Aucun membre ne pourra parler plus de deux fois sur la même question, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Art. 6. L'assemblée décide à la majorité des voix des membres présents.

Les membres qui s'abstiennent de voter sont à compter lorsqu'il s'agit d'établir si une proposition réunit la majorité des voix des membres présents à la délibération.

Art. 2. Die Centralcommission wird durch den Steuer-Director zusammenberufen. Außer in Dringlichkeitsfällen geschieht die Zusammenberufung schriftlich und in den Wohnungen wenigstens volle fünf Tage vor demjenigen der Versammlung; dieselbe gibt die Tagesordnung an. Jeder der Tagesordnung fremde Gegenstand ist von der Berathung ausgeschlossen.

Art. 3. Die Versammlung kann keinen Beschluß fassen, wenn nicht die Mehrheit der Mitglieder gegenwärtig ist.

Wenn jedoch die Versammlung bei der erstmaligen Zusammenkunft nicht in der erforderlichen Anzahl sich einfindet, so kann sie, nach einer neuen und letzten Zusammenberufung, ohne Rücksicht auf die Anzahl der erschienenen Mitglieder, eine Entscheidung über diejenigen Gegenstände treffen, welche zum zweiten Male auf der Tagesordnung stehen.

Bei der zweiten Zusammenberufung soll erwähnt werden, daß dieselbe zum zweiten Male geschieht, außerdem soll sie wörtlich die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels in Erinnerung bringen.

Art. 4. Wünscht die Mehrheit der Commission, ausschließlich des Steuer-Directors, das Zusammentreten der Commission, so ist Letzterer, wenn er Kenntniß von diesem Wunsche hat, gehalten, diese Zusammenberufung ohne Verzug vorzunehmen.

Art. 5. Der Vorsitzende eröffnet die Sitzungen und verkündet die Unterbrechung und den Schluß derselben.

Er ertheilt das Wort in der Reihenfolge der Anfragen oder der Einsprechungen.

Wenn nicht die Versammlung anders bestimmt, kann kein Mitglied mehr als zwei Mal das Wort über denselben Gegenstand ergreifen.

Art. 6. Die Versammlung entscheidet nach Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder.

Die Mitglieder, welche sich des Botums enthalten, sind bei der Feststellung, ob ein Vorschlag die Stimmenmehrheit der bei der Beschlußfassung anwesenden Mitglieder erhält, mitzurechnen.

Le vote a lieu par ordre alphabétique et commence par le nom du premier membre sorti de l'urne. Le président ou celui qui le remplace, votera le dernier.

En cas de partage, l'objet en discussion devra être reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage dans cette seconde séance, le président ou celui qui le remplace, a voix prépondérante.

Les membres de la commission votent à haute voix, excepté lorsqu'il s'agit de la nomination des délégués de la commission chargés d'opérer sur le terrain en exécution de l'art. 5, n° 3, de la loi susdite.

Dans ce cas, on procédera au scrutin secret et les membres qui réunissent le plus de voix à la majorité relative sont élus.

Art. 7. Les décisions de la commission sont rédigées par le secrétaire et inscrites dans un registre ad hoc. Elles seront signées par le président et le secrétaire.

Ces délibérations constatent le nombre des membres qui auront voté pour et contre.

Art. 8. D'une façon générale, le délégué cantonal, lorsqu'il est empêché d'assister à une réunion, en avertira directement et sans retard son délégué suppléant et le directeur des contributions.

Le délégué suppléant fera tout son possible pour assister à la réunion.

Art. 9. La commission centrale divisera, conformément à l'art. 2 de la loi susdite, le pays en circonscriptions d'évaluation. Dans chaque circonscription, elle désignera une ou plusieurs communes-types, dont elle examinera et fixera le nombre des classes de chaque nature de culture et les évaluations de leurs revenus nets.

De plus, elle procédera à l'examen et, le cas échéant, à la révision du classement parcellaire, exécuté sous ses ordres par la sous-commission dont s'occupe l'article qui suit.

Die Abstimmung geschieht in alphabetischer Reihenfolge und beginnt mit dem Namen des ersten aus der Urne hervorgehenden Mitglieds. Der Vorsitzende oder dessen Stellvertreter stimmt zuletzt.

Bei Stimmengleichheit ist der Gegenstand auf die Tagesordnung der folgenden Sitzung zu legen; tritt in dieser abermals Stimmengleichheit ein, so entscheidet die Stimme des Vorsitzenden oder seines Stellvertreterz.

Die Mitglieder der Commission stimmen laut, außer bei Ernennung der Commissions-Delegierten, welche in Ausübung des Art. 5, 3° des vorbezeichneten Gesetzes mit den an Ort und Stelle vorzunehmenden Operationen zu betrauen sind.

In letzterem Falle findet eine geheime Wahl statt und die Ernennung geschieht nach relativer Stimmenmehrheit.

Art. 7. Die Beschlüsse der Commission werden vom Schriftführer verfaßt und in ein eigens hierzu bestimmtes Register eingeschrieben. Dieselben werden von dem Vorsitzenden und dem Schriftführer unterzeichnet.

Die Beratungen müssen die Anzahl der Mitglieder angeben, welche für und gegen gestimmt haben.

Art. 8. Für alle Fälle hat der Cantonal-Delegierte, wenn er verhindert ist, einer Zusammenkunft beizuwohnen, direct und unverzüglich seinen Ersatz-Delegierten sowie den Steuer-Director hiervon in Kenntniß zu setzen.

Der Ersatz-Delegierte hat sein Möglichstes zu thun, um der Zusammenkunft anzuwohnen.

Art. 9. In Ausführung des Art. 2 des erwähnten Gesetzes theilt die Centralcommission die gesammte Bodenfläche in Abschätzungsbezirke ein. In jedem Bezirke bezeichnet dieselbe eine oder mehrere Mustergemeinden, in welchen sie die Anzahl der Classen einer jeden Culturart sowie die Abschätzungen ihrer Netzerträge prüft und feststellt.

Außerdem hat dieselbe die Prüfung und gegebenenfalls die Berichtigung der von ihr angeordneten und durch den im folgenden Artikel besprochenen Unterausschuß ausgeführten Parzellar-Eintheilung vorzunehmen.

Art. 10. Pour les opérations sur le terrain et spécialement pour le classement parcellaire, la commission centrale désignera dans son sein des sous-commissions de cinq membres, dont en tout cas deux délégués cantonaux, y compris celui du canton afférent.

Les sous-commissions ne pourront valablement opérer que lorsqu'au moins quatre membres sont présents.

Les travaux des sous-commissions sont dirigés par un membre à désigner par la commission centrale.

Les sous-commissions fixeront provisoirement, pour chacune des communes types leur assignées, le nombre des classes de chaque nature de propriété non-bâtie et le revenu net à attribuer à chaque classe de chaque nature de culture.

Elles répartiront également toutes les parcelles de propriété dans les diverses classes des différentes natures de culture et recevront à cet effet de la direction du cadastre les tableaux indicatifs nécessaires portant les renseignements utiles.

Elles pourront se faire assister dans le travail matériel de cette opération par les géomètres ou les surnuméraires du cadastre.

L'ensemble du travail des sous-commissions sera examiné et redressé, le cas échéant, par la commission centrale, conformément à l'art. 9 du présent arrêté.

Art. 11. Après la clôture de ces travaux, la commission centrale déterminera le nombre des commissions d'expertise pour chaque circonscription.

Ces commissions d'expertise, composées conformément à l'art. 6 de la loi, procéderont à l'évaluation des communes leur assignées, sur la base du travail de la commission centrale. Celle-ci surveillera les opérations des différentes commissions d'expertise, examinera et corrigera, le cas échéant, le résultat des évaluations.

Art. 10. Für die an Ort und Stelle vorzunehmenden Operationen und insbesondere für die Parzellar-Eintheilung wählt die Centralcommission aus ihrer Mitte Unterausschüsse von fünf Mitgliedern, worunter allenfalls zwei Cantonal-Delegierte einschließlich desjenigen des betreffenden Cantons.

Zur Gültigkeit der von den Unterausschüssen vorgenommenen Operationen ist erfordert, daß wenigstens vier Mitglieder bei denselben zugegen sind.

Die Leitung der Arbeiten der Unterausschüsse obliegt einem von der Centralcommission zu bezeichnendes Mitgliede.

Die Unterausschüsse haben, für eine jede der ihnen zugewiesenen Mustergemeinden die Anzahl der Classen einer jeden Art von unbebautem Eigenthum sowie den den verschiedenen Classen einer jeden Culturart zugetheilten Reinertrag vorläufig festzustellen.

Auch haben dieselben alle Eigenthumsparzellen in die verschiedenen Classen von Culturarten einzureihen, zu welchem Zwecke ihnen seitens der Kataster-Direction die benötigten Tabellen mit allen dienlichen Aufschlüssen zugehen werden.

Die Kataster-Geometer oder Supernumerare können von den Unterausschüssen zur Vornahme der materiellen Arbeit der betreffenden Operationen herangezogen werden.

Die Gesamtarbeit der Unterausschüsse wird in Gemäßheit des Art. 9 dieses Beschlusses von der Centralcommission geprüft und nöthigenfalls berichtigt.

Art. 11. Nach Abschluß dieser Arbeiten bezeichnet die Centralcommission die Zahl der Abschätzungscommissionen für jeden Bezirk.

Die in Gemäßheit des Art. 6 des Gesetzes zusammengesetzten Abschätzungscommissionen haben die Abschätzung der ihnen zugewiesenen Gemeinden auf Grund der von der Centralcommission aufgestellten Arbeit vorzunehmen. Letztere ist beauftragt, die Operationen der verschiedenen Abschätzungscommissionen zu überwachen, das Ergebnis

tions établies par ces commissions quant à leur égalité proportionnelle.

A cet effet, elle pourra se faire représenter par un délégué dans toutes les opérations des commissions d'expertise. Elle est également autorisée à appeler dans son sein, avec voix consultative, des experts spéciaux ou entendre dans leurs explications les propriétaires fonciers.

Art. 12. Toutes les nouvelles évaluations seront établies conformément au titre VI de la loi du 3 frimaire an VII et au principe des titres V et VI du recueil méthodique.

Art. 13. Les délégués cantonaux et, le cas échéant, les suppléants, toucheront un jeton de présence de fr. 10 par jour pour assistance aux séances de la commission centrale à Luxembourg, outre les frais de voyage calculés à 30 centimes par kilomètre parcouru sur route ordinaire et à 10 centimes par chemin de fer. Pour les opérations sur le terrain, le jeton de présence sera de fr. 15, outre les frais de voyage précités.

Les rémunérations susdites seront réduites à 8 fr. resp. 12 fr., lorsque la durée des séances ne dépasse pas cinq heures.

Pour les membres-fonctionnaires, les indemnités à accorder seront réglées ultérieurement.

Les gardes-champêtres ou autres indicateurs recevront 2 fr. 50 par jour et 1 fr. 50 par demi-jour.

Art. 14. Il sera ultérieurement statué sur les droits d'observation et d'appel contre le classement et les évaluations proposées par les commissions.

Art. 15. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 juillet 1898.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

der durch diese Commission aufgestellten Abschätzungen auf deren Gleichmäßigkeit zu prüfen und nöthigenfalls zu berichtigen.

Zu diesem Zwecke kann dieselbe sich durch einen Delegierten bei allen Verrichtungen der Abschätzungscommissionen vertreten lassen. Dieselbe ist ebenfalls ermächtigt, besondere Sachverständige mit beratender Stimme heranzuziehen, oder die Grundeigenthümer in ihren Erklärungen zu vernehmen.

Art. 12. Die Aufstellung aller neuen Abschätzungen geschieht in Gemäßheit des Titel VI des Gesetzes vom 3. Frimaire Jahr VII und nach den Grundsätzen der Titel V und VI des Recueil méthodique.

Art. 13. Die Präsenzgelder der Cantonal-Delegierten und gegebenenfalls der Ersatz-Delegierten, wenn sie den Sitzungen der Centralcommission zu Luxemburg beiwohnen, betragen 10 Fr. per Tag, außer den Reisevergütungen, welche zu 30 Cts. per Kilometer für auf gewöhnlichen Wegen zurückgelegte Entfernungen und zu 10 Cts. für Reisen auf der Eisenbahn berechnet werden. Für die Operationen an Ort und Stelle betragen die Präsenzgelder 15 Fr. außer den Reisekosten.

Diese Vergütungen werden, wenn die Dauer der Sitzungen fünf Stunden nicht übersteigt, auf 8 bzw. 12 Fr. herabgesetzt.

Die Entschädigungen der Beamten, welche der Commission als Mitglieder angehören, werden später geregelt werden.

Die Feldhüter und andere Angeworbene erhalten Fr. 2,50 per Tag und Fr. 1,50 für den halben Tag.

Art. 14. Ueber die gegen die von den Commissionen beantragten Classeneintheilungen und Abschätzungen zulässigen Einwendungs- und Berufungsrechte wird anderweitig verfügt werden.

Art. 15. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Mémorial“ eingerückt werden.

Luxembourg, den 28. Juli 1898.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Arrêté du 18 juillet 1898, concernant la franchise de port et de taxe pour les correspondances relatives à la révision cadastrale.

LE GOUVERNEMENT EN CONSEIL :

Vu l'art. 7 de l'arrêté r. g.-d. du 1^{er} octobre 1879, autorisant le Gouvernement à accorder transitoirement la franchise de port pour les correspondances relatives à un service public temporaire, ainsi que l'art. 7 de la loi du 19 mai 1885, abandonnant au Gouvernement de désigner les autorités auxquelles la franchise télégraphique est attribuée dans l'intérêt d'un service public ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La franchise de port et de taxe, tant pour les lettres que pour les télégrammes et les communications téléphoniques, est accordée pour la correspondance relative à la révision cadastrale et échangée réciproquement entre le président de la commission centrale d'expertise de la révision cadastrale et les membres de cette commission, ainsi qu'entre les délégués cantonaux et leurs suppléants.

Art. 2. Pour la fermeture des correspondances affranchies et le contrasseing, sont applicables les dispositions consignées dans l'arrêté du 1^{er} octobre 1879.

Les télégrammes dont il s'agit doivent porter, outre la signature de l'expéditeur, le titre en vertu duquel celui-ci a droit à la franchise.

Les intéressés, pour avoir accès aux cabines publiques pour correspondre par téléphone en franchise de taxe avec les personnes et dans le but indiqués à l'art. 1^{er}, auront à justifier de leur qualité de membre de la commission dont s'agit.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 18 juillet 1898.

Les membres du Gouvernement :

EYSCHEN, KIRPACH, MONGENAST, RISCHARD.

Beschluß vom 18 Juli 1898, betreffend die Porto- und Gebührenfreiheit der auf die Katasterrevision bezüglichen Correspondenzen.

Die Regierung im Conseil ;

Nach Einsicht des Art. 7 des Kgl. Groß Beschlusses vom 1. Oktober 1879, durch welchen die Regierung ermächtigt wird, für einen zeitweiligen öffentlichen Dienst vorübergehend Portofreiheit zu gewähren, sowie des Art. 7 des Gesetzes vom 19. Mai 1885, welcher der Regierung anheimgibt, diejenigen Behörden zu bezeichnen, denen die telegraphische Gebührenfreiheit im Interesse eines öffentlichen Dienstes zusteht ;

Beschließt :

Art. 1. Für die auf die Katasterrevision bezügliche, zwischen dem Präsidenten der Centralabschätzungs-Commission und den Mitgliedern derselben, sowie zwischen den Cantonal- und den Ersatz-Delegierten stattfindende Correspondenz wird sowohl in Betreff der Briefe als auch der Telegramme und der Fernsprech-Mittheilungen Porto- und Gebührenfreiheit bewilligt.

Art. 2. Hinsichtlich der Verschlüsselung und Gegenzeichnung der angeführten Correspondenzen finden die Bestimmungen des Beschlusses vom 1. Oktober 1879 Anwendung.

Die Telegramme müssen außer der Unterschrift die Eigenschaft des Absenders enthalten, welche denselben zur Benutzung der Gebührenfreiheit berechtigt.

Um Zutritt zu den öffentlichen Fernsprechstellen zu erhalten, behufs freier Beförderung von Mittheilungen an die im Art. 1 bezeichneten Personen und zu dem in demselben Artikel angegebenen Zwecke, haben die Interessenten ihre Eigenschaft als Mitglied der betreffenden Commission nachzuweisen.

Art. 3 Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 18. Juli 1898.

Die Mitglieder der Regierung :

Eyschen, Kirpach, Mongenast, Rischard.